

DANS L'ACTUALITE du 20 au 29 février 2016

Textes officiels

JORF n° 0050 du 28 février 2016

Fixation des critères au regard desquels l'Autorité de la concurrence identifie le nombre de créations d'offices d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation qui apparaissent nécessaires pour assurer une offre de services satisfaisante

[Décret n° 2016-215 du 26 février 2016 portant définition des critères prévus pour l'application de l'article L. 462-4-2 du code de commerce](#)

Fixation des tarifs des greffiers des tribunaux de commerce régis par le titre IV bis du livre IV du code de commerce

[Arrêté du 26 février 2016 fixant les tarifs réglementés des greffiers des tribunaux de commerce](#)

JORF n° 0048 du 26 février 2016

Modernisation de l'action publique

[Décret n° 2016-186 du 24 février 2016 modifiant le décret n° 2009-730 du 18 juin 2009 relatif à l'espace de stockage accessible en ligne pris en application de l'article 7 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives](#)

[Arrêté du 24 février 2016 portant intégration au site internet « service-public.fr » d'un téléservice permettant à l'usager d'accomplir des démarches administratives en tout ou partie dématérialisées et d'avoir accès à des services d'informations personnalisés](#)

JORF n° 0044 du 21 février 2016

Procédure d'appel d'offres pour les installations de production d'électricité

[Décret n° 2016-170 du 18 février 2016 relatif à la procédure d'appel d'offres pour les installations de production d'électricité](#)

JORF n° 0043 du 20 février 2016

[LOI n° 2016-162 du 19 février 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence](#)

Circulaire

Conférence territoriale de l'action publique

[Instruction du Gouvernement NOR RDFB1532530J du 10 février 2016 sur le fonctionnement de la conférence territoriale de l'action publique](#)

Jurisprudence

Programme de lotissement : un pourcentage de ce programme doit être affecté à des catégories de logements qu'il définit dans le respect des objectifs de mixité sociale

[CE 24 février 2016 *commune de Pia*, req. n° 383079](#)

Les règles de distance imposées par la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sont également applicables, par effet de réciprocité, à la délivrance du permis de construire d'une habitation située à proximité d'un bâtiment agricole

[CE 24 février 2016 *EARL Enderlin Marcel*, req. n° 380556](#)

Application du PLU dans le temps et ICPE

[CE 22 février 2016 *société Entreprise routière du grand sud et la société d'aménagement de Piossane III*, req. n° 367901](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Traitement des offres non conformes : l'avis de l'Autorité de la concurrence

[La commune de Saint-Germain-en-Laye a saisi l'Autorité de la concurrence afin d'obtenir son avis sur le sort réservé par l'article 61 du projet de décret Marchés publics aux offres non conformes. Il en ressort qu'il convient de ne pas éliminer les offres entachées d'erreurs minimes, et d'inviter l'ensemble des entreprises à régulariser leur offre.](#)

Source : localtis.info du 26/02/2016

L'AMF publie un guide sur la délégation de service public d'eau potable

[L'AMF a publié, le 17 février, un guide sur la délégation de service public \(DSP\) d'eau potable. Il détaille notamment les grandes étapes de la procédure de passation d'une DSP et la vie du contrat. Un outil complet pour un service à la qualité duquel les usagers sont très sensibles.](#)

Source : localtis.info du 25/02/2016

Ordonnance Marchés publics : le rapporteur conclut au rejet du recours en annulation

[La procédure en annulation de l'ordonnance Marchés publics touche à sa fin. Transposant la directive européenne 2014/24/UE du 26 février 2014, cette ordonnance a été publiée le 23 juillet 2015.](#)

Source : localtis.info du 25/02/2016

Le décret marchés publics toujours devant le Conseil d'Etat

[Le Conseil d'Etat examinait le 24 février un recours contre l'ordonnance marchés publics du 23 juillet 2015, formé entre autres par le Conseil national des barreaux. Lors de l'audience, le rapporteur public a révélé que le décret marchés publics était toujours devant les instances consultatives du Conseil d'Etat. Bercy aurait bon espoir de respecter la date du 1er avril pour terminer la transposition des directives marchés publics.](#)

Source : le Moniteur du 24/02/2016

Lorient simplifie l'accès à la commande publique

[A partir du 1er mars, l'agglomération dématérialise ses marchés publics de 25 à 90 000 euros et forme les entreprises à l'utilisation des plate-formes Internet.](#)

Source : le Moniteur du 22/02/2016

Paris adopte un schéma de la commande publique responsable

[Conformément à la loi sur l'Economie sociale et solidaire, la Ville de Paris vient de se doter d'un schéma de la commande publique responsable. A l'horizon 2020, 20% des marchés publics devraient intégrer des clauses sociales d'insertion. Autres objectifs visés : le développement de l'allotissement et la simplification des procédures.](#)

Source : le Moniteur du 19/02/2016

Urbanisme

Les premiers appels d'offres pour l'aménagement du port de Brest sont tombés

[Les deux premiers lots de travaux d'aménagement du port de Brest, «terrassment, stabilisation et gestion des terres faiblement polluées» et «voiries, réseaux humides et réseaux secs», ont été publiés. Les entreprises ou leurs groupements ont jusqu'au 18 mars pour se positionner.](#)

Source : le Moniteur du 25/02/2016

Documents d'urbanisme : une cohérence difficile à obtenir

[Le paysage des documents d'urbanisme et de planification ressemble à un mille-feuille de plus en plus complexe. C'est donc parfois un travail d'équilibriste que réalisent les services de l'urbanisme et de la planification des collectivités locales pour assurer la cohérence de documents les uns par rapport aux autres. Comment savoir si celle-ci est bien respectée et de quelle marge de manœuvre dispose-t-on ?](#)

Source : lagazettedescommunes.com du 23/02/2016

Environnement

Energies renouvelables : quand les collectivités s'associent aux projets citoyens

Les collectivités s'appuient de plus en plus sur la mobilisation citoyenne pour soutenir les projets de développement des énergies renouvelables. Celles qui se lancent dans l'aventure ont identifié un partenaire clé : l'association Energie partagée.

Source : localtis.info du 29/02/2016

Faciliter les dérogations au PLU pour l'isolation thermique des bâtiments: un projet de décret en consultation

Ce projet de décret facilitant la délivrance d'une autorisation d'urbanisme pour la mise en œuvre d'une isolation thermique ou d'une protection contre le rayonnement solaire est en consultation jusqu'au 15 mars.

Source : le Moniteur du 23/02/2016

Les plans climat-air-énergie territoriaux en voie de mutation

Enrichis d'un volet "qualité de l'air", les nouveaux plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET), dont la responsabilité revient aux établissements publics de coopération intercommunale et aux métropoles, formalisent l'appropriation de la transition énergétique par les territoires. Un projet de décret soumis à consultation publique opère cette mutation en adaptant leur contenu et leur gouvernance.

Source : localtis.info du 23/02/2016

Collectivités territoriales

A quoi servent les sociétés collectives d'intérêt collectif ?

Les sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC) intéressent de plus en plus les collectivités, qui y voient un nouvel outil de développement économique. Des élus et agents territoriaux ont signé un "manifeste des SCIC" lancé le 4 février 2016.

Source : lagazettedescommunes.com du 29/02/2016

Transport

Le téléphérique urbain prend son envol

[Longtemps limité aux zones de montagne, le téléphérique devrait voir son développement facilité en ville.](#)

Source : lagazettedescommunes.com du 26/02/2016

Autocars "Macron" : le régulateur maintient une ligne contestée en Aquitaine

[Dans le premier avis qu'elle a rendu sur des liaisons par autocars issues de la libéralisation par la loi Macron, l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières \(Arafer\) a validé une liaison par autocar entre Limoges et Brive-la-Gaillarde, contestée par la région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, mais ne s'oppose pas à l'interdiction de deux liaisons entre Paris \(porte Maillot\) et l'aéroport de Beauvais-Tillé, a-t-elle annoncé mardi 23 février.](#)

Source : localtis.info du 24/02/2016

Intercités : l'Etat lance le renouvellement du matériel roulant et se désengage des trains de nuit

[Lors d'un point d'étape le 19 février sur l'avenir des trains d'équilibre du territoire \(TET\), plus connus sous le nom d'Intercités, le secrétaire d'Etat aux Transports, Alain Vidalies, a indiqué que l'Etat allait lancer un appel d'offres pour renouveler le matériel sur au moins trois des quatre lignes jugées "structurantes" et commander 30 rames supplémentaires à Alstom pour les autres.](#)

Source : localtis.info du 22/02/2016

République numérique

Point de vue – Open data : quels enjeux pour les personnes publiques et les contrats publics ?

[Le projet de loi sur la République numérique prévoit l'ouverture par défaut des données publiques. De gros changements à l'horizon pour les personnes publiques, notamment concernant les données relatives à leurs contrats.](#)

Source : le Moniteur du 23/02/2016

Vu dans les revues

AJDA n° 7-2016 du 29 février 2016 p. 392, *Les « zones de solidarité » de l'après Xynthia – Une technique administrative pertinente dépourvue d'effets juridiques*, par Chantal Cans et Thierry Touret

AJDA n° 6-2016 du 22 février 2016 p.318, *Caractère excessif ou dérisoire des pénalités contractuelles*, conclusions de Renaud Thielé